



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 5 mars 2020

SUD éducation dénonce le coup de communication de Blanquer sur une prétendue consultation

Jean-Michel Blanquer a une fois de plus communiqué sur « une grande enquête par Internet qui va nous permettre, auprès des 850 000 professeurs, de connaître à la fois leur ressenti, leurs préconisations, leurs idées, leur volonté ». L'aspect inédit de cette enquête réside uniquement dans la communication dans tous les médias.

Depuis le 5 décembre, les personnels de l'éducation, et particulièrement les femmes, les grandes perdantes, expriment dans la rue leur refus de cette contre-réforme des retraites qui ne fera qu'aggraver leurs conditions de travail et de vie : travailler plus longtemps pour une pension plus faible. Après une grève inédite du bac et suite à une forte mobilisation contre les E3C, le ministre a choisi de minimiser la colère et le mécontentement des personnels et de réprimer violemment lycéen-ne-s et enseignant-e-s avec des gardes à vues et des conseils de discipline. Après le suicide de Christine Renon et une forte mobilisation pour dénoncer la souffrance au travail et la dégradation des conditions de travail, les personnels ne sont toujours pas entendus. Pour la rémunération des enseignant-e-s, après avoir promis d'augmenter les enseignant-e-s et après avoir été pris en flagrant délit de mensonge, le ministre a dû se résoudre à s'engager dans un avenir lointain à augmenter des enseignant-e-s, notamment les jeunes.

Après toutes ces mobilisations, le ministre lance une enquête "anonyme" et "confidentielle" entre le 3 et le 17 mars pour interroger des professeur-e-s qui ne cessent de s'exprimer et que le ministre s'entête à ne pas entendre.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fedes@sudeducation.org

www.sudeducation.org



Ce questionnaire est inacceptable pour plusieurs raisons :

- -d'une part, **sur le plan technique, le questionnaire est un non-sens : non seulement aucun élément de méthode n'est donné sur le traitement des données, mais surtout, n'importe qui peut le remplir, et autant de fois qu'il veut.** Quelles que soient les conclusions que va en tirer le ministre, qui seront à n'en pas douter favorables à sa politique, SUD éducation dénonce d'ores et déjà le fait qu'elles ne correspondront à aucune réalité.
- -d'autre part, **sur le plan de la méthode, SUD éducation dénonce un mépris pour les organisations syndicales qui reflète le mépris qu'a le ministre pour les personnels.** En effet, le ministre entend directement communiquer avec les personnels, alors qu'il ne tient par ailleurs aucun compte des avis des syndicats exprimés dans les instances.
- -enfin, **il entretient le flou autour de la finalité même de cette enquête** qui questionne la formation, la rémunération, les relations hiérarchiques, l'usage du numérique, la relation avec les parents, l'autorité de l'enseignant-e. Il est manifeste, à travers des questions très orientées, qu'il s'agit avant tout d'apporter une caution à différents aspects de la politique ministérielle.

SUD éducation dénonce cette mascarade et l'instrumentalisation de cette enquête dont l'objectif est avant tout d'apporter une caution à l'ensemble des réformes menées par le ministère.